

Avis adopté

Séance plénière du 15 octobre 2025

Complexité des *aides de l'Union européenne* et visibilité de son action

Déclaration du groupe Agriculture

Traiter de l'efficacité et de la visibilité des aides européennes est une question démocratique. Le groupe de l'agriculture partage pleinement cette affirmation qui ouvre l'avis. En effet, de cette efficacité et de cette visibilité dépend en grande partie l'adhésion des citoyens au projet européen.

Les agriculteurs ont participé à la construction de l'Union, ce sont les premiers bénéficiaires des aides européennes, ils mesurent au quotidien leurs impacts ; pourtant, depuis quelques années, ils doutent de l'idéal européen et se méfient du fonctionnement l'UE. Ils dénoncent la complexité des règles, l'instabilité de la législation, l'incohérence des objectifs poursuivis, la lourdeur des contrôles ou encore la déconnexion avec la réalité des territoires.

Cette bureaucratie nuit grandement à l'adhésion européenne de tous nos concitoyens. Bien entendu, ces aides, c'est de l'argent public qui ne peut pas être distribué sans contrôle mais le groupe de l'agriculture est persuadé qu'une voie médiane est possible pour améliorer cette perception par les citoyens.

Le groupe soutient cet avis qui propose de nombreuses préconisations visant à simplifier l'accès aux aides européennes et partage pleinement tous les dispositifs qui permettront de trouver le bon équilibre entre l'organisation de contrôles justes et un bon usage des fonds publics.

Depuis quelques mois, l'Union européenne travaille à la réforme de son cadre financier pluriannuel. La proposition de la Commission fait peser des menaces sur les budgets de toutes les politiques européennes, développant une subsidiarité contre-productive et compromettant la cohésion des territoires. Cela pourrait renforcer plus encore la méfiance que nourrissent nos concitoyens et les éloigner définitivement du projet européen.

Nous espérons que les institutions européennes sauront entendre cet avis de la société civile organisée et agir pour que le prochain cadre financier soit un outil de renforcement démocratique de notre espace européen. Nous ne pouvons pas nous permettre de le fragiliser aujourd'hui.

Le groupe de l'Agriculture a voté pour.